

LABO CITES

centre de ressources
politique de la ville
Auvergne-Rhône-Alpes

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020



1. Les axes de travail 2020

- 1.1 Politique de la ville et enjeux de territoire
- 1.2 Développement économique et transition écologique
- 1.3 Développement social
- 1.4 Participation des habitants
- 1.5 Développement urbain
- 1.6 Axes transversaux du contrat de ville et laïcité

2. La vie de l'association

- 2.1 La fonction ressources
- 2.2 La gouvernance
- 2.3 L'équipe salariée
- 2.4 Le réseau national des centres de ressources

3. Les perspectives de travail 2021

4. Annexes

- 4.1 Les membres du conseil d'administration
- 4.2 Les chercheurs et consultants impliqués en 2020
- 4.3 L'année 2020 en chiffres



CONTRIBUER À L'ANIMATION
DE RÉSEAUX D'ACTEURS



ACCOMPAGNER LA MONTÉE
EN COMPÉTENCES DES ACTEURS



CAPITALISER ET DIFFUSER
LA CONNAISSANCE
ET LES EXPÉRIENCES

Vous retrouverez ces 3 pictogrammes tout au long du présent rapport. Ils illustrent les 3 missions socles définies dans le cadre de référence national des centres de ressources politique de la ville.





Éditorial

« Labo Cités face à la crise sanitaire, sociale et économique », tel pourrait être le sous-titre du rapport d'activité 2020 du centre de ressources, tant les missions ont été impactées par cet événement. Après la phase de sidération, nous avons dû rapidement nous réorganiser, annuler, ajourner, reprogrammer des journées, sans visibilité sur l'avenir proche, à tel point que certaines rencontres ont été reportées à plusieurs reprises sans qu'elles aient pu se tenir. L'impression a parfois prévalu que beaucoup d'énergie a été déployée pour rien...

Pour autant, nous avons beaucoup appris de cette séquence inédite : appris à télé-travailler, appris à utiliser des outils de visio-conférences, appris des techniques d'animation à distance, etc. Il s'agit d'un tournant dans nos pratiques professionnelles : à l'avenir, nous continuerons à proposer des animations à distance mais nous ne passerons pas la totalité de nos activités au crible du « distanciel ». Dès qu'il en sera possible, et parce que nous avons la conviction que rien ne remplace la rencontre physique, nous proposerons des temps d'échanges « en présentiel ».

Qu'en est-il de notre activité pour cette année 2020 ?

Les conséquences de la crise se traduisent par une baisse générale dans l'organisation et la fréquentation des journées par rapport à 2019, sachant que les temps en visio-conférence ont été comptabilisés de la même manière que les journées (3 heures en visio = ½ journée). Le nombre d'actions proposées a diminué, passant de 50 en 2019 à 33 en 2020, le nombre de journées mobilisées a également baissé, passant de 60 à 49. De fait, nous constatons une diminution de

près de moitié du nombre de participants à nos journées : de 2223 en 2019 à 1139 en 2020 parmi lesquels 15% sont adhérents ou font partie d'une structure ou collectivité adhérente à notre association.

Comme l'an passé, la part du public féminin est majoritaire : 64,5% de femmes et 35,5% d'hommes. 93% des participants sont d'Auvergne-Rhône-Alpes et proviennent de 10 départements de la région, avec une surreprésentation de la Métropole de Lyon (53%), la Loire (15,5%) et l'Isère (11%), qui correspondent aux départements qui abritent le plus de quartiers prioritaires et aussi le plus de professionnels. Contrairement à l'an passé, on peut s'étonner de l'absence de participants du Cantal et de la Haute-Loire, alors que nous pensions que les rencontres en visio-conférences auraient permis d'abolir la contrainte de la distance. Nous n'avons pas d'explication à ce stade mais il s'agit d'un point de vigilance pour 2021.

Parmi les faits marquants de l'année, il convient de citer en premier lieu le développement de l'offre de temps de rencontre en visio-conférence pour tout public (professionnels, élus, étudiants).

Nous avons malgré tout réussi à organiser des séquences de travail en présentiel avant et entre les confinements (journées du cycle sur les transitions en mars et octobre, rencontre régionale du réseau PRE en octobre). Nous nous sommes également investis dans l'accompagnement national et régional des cités éducatives.

La mission de capitalisation et diffusion de la connaissance a été renforcée par l'épisode Covid-19. En effet, un important travail de veille et de capitalisation a été réalisé durant

¹ Au regard des règles de la campagne d'évaluation de l'ANCT, un cycle d'échanges de 4 jours, une journée régionale ou une session de formation d'une ½ journée sont considérés comme une action.

cette période, qui s'est traduit par l'alimentation en continu du Scoop It régional et le relais d'information sur notre compte twitter. Nous avons créé une page « Spécial Covid 19 » sur notre site qui recense les ressources et informations utiles à celles et ceux qui vivent et travaillent dans un quartier politique de la ville. Notre lettre d'information bimensuelle *Sites & Cités* a laissé place pendant deux mois à une lettre d'information « Covid 19 et quartiers populaires... Labo Cités vous informe ». Pendant cette période, cinq lettres sont parues dans lesquelles nous avons diffusé quantité de ressources à destination des acteurs de la politique de la ville et relayé les actions et initiatives locales. Nous avons repris la parution régulière de *Sites & Cités* depuis le 19 juin. Nous reviendrons en détail sur ces différentes actions.

Nous avons réparti les 33 actions conduites en 2020 en distinguant les cycles d'échanges et sessions de formation (ex : cycle transition écologique, formation laïcité), les manifestations à vocation informative (ex : journée régionale cité éducative) et celles qui relèvent de l'animation de réseaux (ex : collectif santé, réseau PRE).

Cette année, les rencontres de réseaux constituent la part la plus importante des actions (16) : cette situation s'explique par l'organisation de visio-conférences dès le mois de mai destinées à des groupes de professionnels (chef de projet politique

de la ville, réseau PRE, réseau santé...) ou à des élus. Ces rencontres ont été particulièrement importantes en 2020 car elles répondent à des besoins d'échanges de proximité. Les cycles d'échanges et sessions de formation regroupent la part la plus importante des participants (658). Cette situation s'explique, d'une part, par l'augmentation des formations/interventions sur la politique de la ville et la participation des habitants pour lesquelles nous sommes de plus en plus repérés par le milieu universitaire et, d'autre part, par les formations dispensées dans le cadre du plan de formation « Valeurs de la République et laïcité » et les nouvelles formations sur le budget intégrant l'égalité femmes-hommes. Les manifestations à vocation informative ont fortement baissé en 2020 en raison de l'impossibilité d'organiser les journées régionales prévues qui rassemblent généralement plus de 100 personnes à chaque fois.

Nous avons ensuite réparti les actions en fonction de nos thématiques de travail. Il s'avère que le thème qui a mobilisé le plus de participants est celui de la politique de la ville qui, outre les formations à destination d'étudiants, de professionnels et d'élus, ont concerné les visio-conférences en lien avec la crise sanitaire et la préparation des vacances d'été.

Les actions liées au développement social viennent en 2^{ème} position, avec les rencontres (visio ou présentiel) pour

Type d'actions	Nombre d'actions	Nombre de participants
Animation de réseaux et action en proximité territoriale	16	295
Cycle d'échanges et sessions de formation	14	658
Manifestation à vocation informative	3	186
TOTAL	33	1 139

Thème	Nombre d'actions	Nombre de participants
Politique de la ville	7	452
Développement social	10	240
Participation des habitants	6	197
Développement économique	4	133
Axes transversaux du contrat de ville + laïcité	6	117
Développement urbain	0	0
TOTAL	33	1 139

les acteurs de la réussite éducative, de la santé et ceux des cités éducatives. Cette année encore, notre offre sur le thème de la participation des habitants a concerné majoritairement des actions de formation à destination d'étudiants. En matière de développement économique, nous avons poursuivi le cycle d'échanges sur la transition écologique et nous avons proposé deux séances en visio : une sur les effets de la crise sur l'emploi et l'économie dans les quartiers et l'autre sur les Boutiques à l'essai. Nous avons également co-organisé les 7^{èmes} rencontres de l'ingénierie territoriale sur le thème des tiers-lieux en visio. Il convient de constater une baisse des sessions organisées dans le cadre du plan de formation « Valeurs de la République et laïcité », impossibles à tenir en présentiel. Enfin, force est de constater que cette année, et alors que c'était prévu, nous n'avons pas pu proposer de séances de travail sur le thème de l'urbain.

S'agissant du profil professionnel des participants, les agents des collectivités locales sont majoritaires (29%), suivis de très près par les étudiants (27%) en raison d'une hausse des interventions auprès des universités et écoles (ex : ENTPE). Comparé à 2019, la part des représentants du milieu associatif (professionnels ou bénévoles) a fortement baissé (11% contre 26% en 2019) : les contraintes liées à la situation sanitaire

expliquent certainement cette situation. On note une stabilité de la participation des agents de l'État (10%). Quant à la catégorie « autres acteurs », qui compte pour 14% du public, elle concerne les usagers/citoyens, les entreprises du secteur privé, les agences et chambres consulaires, les élus (3,6% contre 1,4% en 2019) et les bailleurs sociaux.

Même si la crise sanitaire a modifié certaines des missions relatives à la capitalisation et la diffusion de la connaissance (voir plus haut), nous avons assuré l'édition de nos publications habituelles (*Sites & Cités*, *Les Échos de Labo Cités*, *les cahiers du DSU*). Nous avons également rédigé plusieurs synthèses : synthèse de la rencontre des conseils citoyens de l'Isère de décembre 2019, capitalisation audio de la 6^{ème} journée de l'ingénierie territoriale de 2019, synthèses écrites des visio-conférences de mai et juin en lien avec la crise sanitaire. Nous avons réalisé 2 vidéos : l'une reprenant les principales interventions de la visio sur les Boutiques à l'essai ; l'autre valorisant la Dynamo, un tiers-lieu dédié au numérique à Chambéry. Toutes les vidéos sont postées sur la plateforme Vimeo et accessibles à partir de notre site internet.

Malgré le contexte sanitaire, l'année 2020 fut donc une année bien remplie pour Labo Cités !

Profil des participants	Nombre de participants	%
Agents de collectivités locales	326	29
Associations	131	11
Agents de l'État	112	10
Étudiants	303	27
Autres acteurs	267	23
TOTAL	1 139	100



1. Les axes de travail 2020

1.1 Politique de la ville et enjeux de territoire

Tout au long de cette année, et notamment pendant le 1^{er} confinement, nous avons eu le souci de garder le lien avec le terrain en contactant régulièrement les professionnels de la politique de la ville. Puis, à partir du mois de mai, nous avons organisé des visio-conférences sur les questions liées à la crise sanitaire. Nous avons poursuivi et diversifié nos interventions/formations sur la politique de la ville, à la fois auprès d'élus, d'étudiants et de professionnels.



Covid-19 et vacances d'été dans les quartiers populaires

29 mai, 4, 9 & 11 juin, en visio

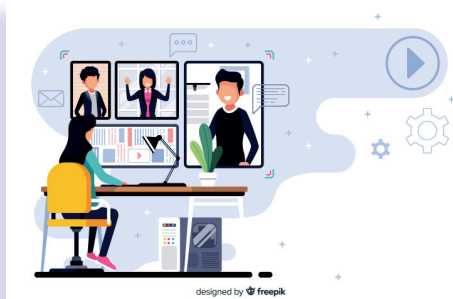
Nous avons proposé 4 temps d'échanges à distance aux professionnels des collectivités locales sur les enjeux de la préparation des vacances d'été, en lien avec la crise sanitaire de la Covid-19. Les objectifs étaient d'offrir un espace d'échanges aux acteurs de la politique de la ville, de partager les problématiques rencontrées et les initiatives engagées et d'identifier des ressources mobilisables.



Formation : Se positionner en tant que chef de projet territorial

1 & 2 octobre, Valence

Cette formation, co-organisée avec Cap Rural et Aradel, a réuni des professionnels issus de cultures différentes (agents de développement rural, acteurs politique de la ville, développeurs économiques). Elle a permis de croiser les approches, de confronter les points de vue, les façons de faire. Elle a offert l'opportunité de percevoir ce qu'il y a de commun dans l'exercice des métiers et de créer des passerelles entre les professionnels de l'urbain et du rural.





Formation au diagnostic territorial

7, 14, 21 octobre, 4 & 18 novembre, 1er décembre, en visio

Élèves ENTPE

Dans le cadre du Projet d'aménagement au service des territoires (PAST), unité d'enseignement phare de la 2^{ème} année du cursus d'ingénieur, 24 équipes d'étudiants pluri-spécialités travaillent pendant l'année universitaire sur un territoire, avec une phase de diagnostic territorial de septembre à janvier, puis une phase d'élaboration de propositions d'aménagement, le tout en prenant une posture de bureau d'étude en appui à la maîtrise d'ouvrage. Les rendus se font auprès d'élus, techniciens et acteurs de la société civile et les étudiants sont évalués via l'approche par compétences.

Formation sur la politique de la ville

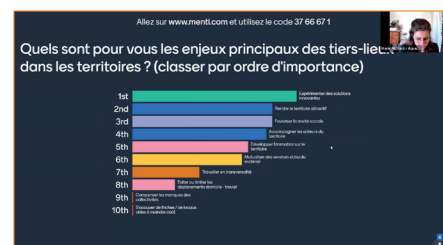
23 novembre, en visio

Dans le cadre du master « sociologie appliquée au développement local », de l'université Lyon 2, le centre de ressources a assuré une journée de formation sur les fondamentaux de la politique de la ville pour les étudiants en master 2.

Journées de l'ingénierie territoriale

26 novembre, en visio

Pour les 7^{èmes} rencontres de l'ingénierie territoriale, Aradel, Cap Rural, Ciedel, Labo Cités et Auvergne-Rhône-Alpes Spectacle Vivant ont choisi de travailler sur les tiers-lieux. Cette journée d'échanges a permis de mieux appréhender l'implication des tiers-lieux dans le développement local et d'imaginer des pistes de collaborations entre professionnels des tiers-lieux et agents de développement territorial.



La politique de la ville : quels enjeux pour un nouveau mandat ?

24 novembre, 3, 8 & 17 décembre, en visio

À partir d'apport d'expertise et de partage de connaissances, nous avons proposé un temps d'échanges entre élus, avec pour objectifs de décrypter les enjeux de la politique de la ville et de susciter une dynamique d'échanges.

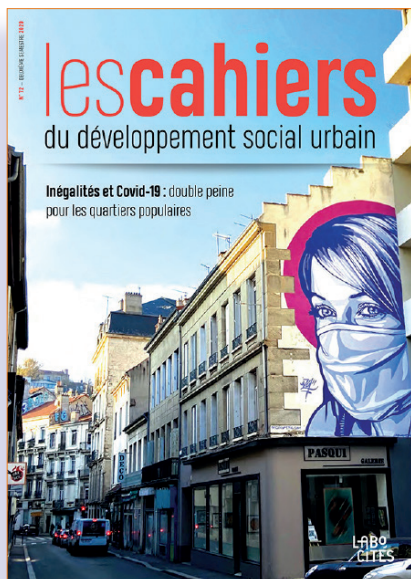
Formation sur la politique de la ville

10 décembre, Lyon

Dans le cadre du plan d'accompagnement professionnel des adultes-relais, nous avons réalisé une intervention d'une journée sur les fondamentaux de la politique de la ville.



Publications



Covid-19 et vacances d'été dans les quartiers populaires. Synthèse des visio-conférences

Nous avons réalisé la synthèse écrite des 4 visio-conférences réalisées entre fin mai et mi-juin sur la question de la préparation des vacances d'été. Elle s'attache à rendre compte des problématiques et besoins mentionnés par les professionnels, ainsi que les pistes et solutions proposées.

Inégalités et Covid-19 : double peine pour les quartiers populaires, les cahiers du développement social urbain, n°72, 2^{ème} semestre 2020

Ce numéro est consacré à la crise de la Covid-19 vue des quartiers populaires. Il a pour objectif de laisser une trace afin de ne pas oublier les spécificités de la crise dans ces quartiers et la manière dont les habitants la vivent, avec son lot de difficultés mais aussi de solidarités. Il ambitionne également de rappeler quelques-uns des fondamentaux de la politique de la ville, cette politique publique si souvent décriée, qui a su faire preuve dans cette période de son utilité, autant dans son approche politique que technique.

 **Audio** (<https://www.labo-cites.org/rencontre/retour-sur-la-journee-du-28-novembre-2019-developpement-territorial-rien-ne-sera-plus>)

Développement territorial : rien ne sera plus comme avant !

La capitalisation de la 6^{ème} journée de l'ingénierie territoriale organisée le 28 novembre 2019, avec Aradel, Cap Rural et le Ciedel a été réalisée sous forme de capsules sonores : outre l'intégralité de la conférence de Vincent Pacini, on retrouve également une synthèse de la journée et le témoignage de participants.



adam niesioruk - unsplash.com

1.2 Développement économique et transition écologique

Nos travaux autour du développement économique dans les quartiers se sont poursuivis avec, d'une part, la réalisation d'un numéro des *cahiers du DSU* sur l'emploi des jeunes et, d'autre part, la poursuite du cycle d'échanges sur la transition écologique dans les quartiers populaires. La nouveauté fut l'organisation de visio-conférences destinées à aborder des problématiques spécifiques.



Comité d'orientation des *cahiers du développement social urbain* n°71

23 janvier & 14 février, Lyon

Afin de nous aider dans l'élaboration du numéro des *cahiers du développement social urbain* (n°71) consacré aux enjeux de formation et d'emploi des jeunes résidant en quartier prioritaire, nous avons réuni des experts et des professionnels de terrain qui ont partagé leurs réflexions et connaissances sur le sujet et ont contribué à affiner l'orientation générale de ce numéro.

Covid-19, développement économique et quartiers populaires

25 juin, en visio

La pandémie de coronavirus et le confinement ont fortement perturbé l'activité économique, notamment dans les quartiers où le tissu économique et entrepreneurial était déjà fragile. L'objectif de cette rencontre en visio était d'offrir un espace d'échanges aux professionnels du développement économique et de la politique de la ville sur les difficultés et enjeux de la relance économique dans les quartiers prioritaires.



Les Boutiques à l'essai

5 novembre, en visio

Pour continuer à mettre en lien les professionnels de la politique de la ville et du développement économique tout en respectant les contraintes sanitaires, Labo Cités propose dorénavant des visio-conférences permettant de traiter une problématique à travers la présentation d'une solution concrète ayant fait ses preuves, puis d'échanger sur l'expérience présentée et sur les autres solutions pouvant être mises en œuvre pour répondre à la problématique. La première visio portait sur les Boutiques à l'essai.

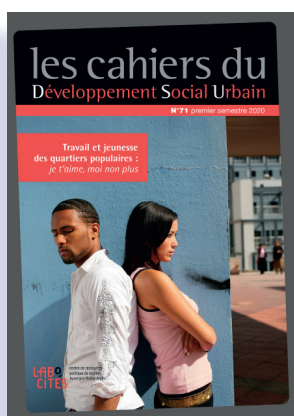




Transition écologique, Saint-Étienne



Transition écologique, Oullins



Cycle d'échanges : Transition écologique et solidaire des quartiers populaires

10 mars, Saint-Étienne & 8 octobre, Oullins

Ce cycle d'échanges, décliné en 4 journées en 2019 et 2020, avait pour objectifs de favoriser la compréhension des enjeux de la transition écologique dans les quartiers populaires, de valoriser les actions et expériences mises en œuvre et de questionner les croisements entre la transition écologique et le développement économique des quartiers. La 3^{ème} journée du cycle a été consacrée aux leviers de l'ESS pour amplifier la transition écologique, tandis que la 4^{ème} journée s'est focalisée sur la participation des habitants.



📺 Vidéos

Les Boutiques à l'essai (<https://www.labo-cites.org/publication/saint-chamond-experimente-ma-boutique-lessai-une-video-de-la-serie-linnovation-au>)

L'intégralité de la visio-conférence du 5 novembre consacrée aux Boutiques à l'essai est disponible sur le site de Labo Cités. On y retrouve la présentation du concept des Boutiques à l'essai par Maxime Bréart, coordinateur national de la Fédération des Boutiques à l'essai, et le témoignage de Corentin Bonnet, responsable du service économie à la Ville de Villefontaine (Isère).

La Dynamo (<https://www.labo-cites.org/publication/la-dynamo-un-tiers-lieu-dedie-au-numerique-dans-les-hauts-de-chambery-une-video-de-la>)

Cette vidéo s'intéresse à la Dynamo, un tiers-lieu dédié au numérique situé dans les Hauts de Chambéry. Ouvert à tous, il abrite un écosystème d'acteurs, de services et d'activités dédié à la jeunesse, au numérique, à l'insertion professionnelle, aux cultures urbaines, à l'innovation sociale et aux relations internationales. Labellisé par l'État « Fabrique numérique de territoire » en 2019, ce tiers-lieu a fait des activités numériques le cœur de sa dynamique.

📖 Publication

« Travail et jeunesse des quartiers populaires : je t'aime moi non plus », les cahiers du développement social urbain, n°71, 1er semestre 2020

Ce numéro des *cahiers du développement social urbain* propose de revisiter nos cadres d'analyse pour appréhender les enjeux actuels auxquels les jeunes des quartiers prioritaires doivent faire face en matière de formation et d'emploi. Il s'intéresse aussi aux pratiques des professionnels en montrant que des solutions existent à tous les niveaux pour casser la spirale qui exclut de l'emploi une partie des jeunes résidant en quartier prioritaire.

1.3 Développement social

Le développement social - qui comprend des thématiques comme l'éducation, la santé, la culture ou le sport - constitue toujours une part importante de notre activité. Quel que soit le thème abordé, force est de constater que la santé a été au cœur des préoccupations de l'année 2020.



Collectif santé

10 mars, Saint-Fons, 16 juin & 18 septembre, en visio

Le collectif santé est un réseau professionnel à l'échelle régionale qui rassemble les coordinateurs des ateliers santé ville, les coordinateurs des contrats locaux de santé, les coordinateurs santé des collectivités en politique de la ville et les chargés de mission politique de la ville travaillant sur les sujets de santé. Il s'est réuni une seule fois en présentiel, le 10 mars. Les deux autres rencontres, en visioconférence, ont permis de maintenir le lien entre les professionnels et d'échanger sur les pratiques en temps de crise.

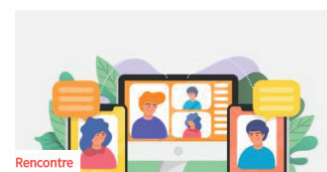


Collectif santé, 10 mars à Saint-Fons

Rencontre des médiateurs en santé

23 juin, en visio

La rencontre annuelle des médiateurs en santé, prévue en avril, a dû être annulée. Nous avons proposé un temps en visioconférence : il fut l'occasion d'échanges qui ont mis en évidence des différences de pratiques entre ces professionnels dont certains ont été en première ligne pendant la crise sanitaire, notamment lors du premier confinement.



Rencontre

Labo Cités en visio - mardi 23 juin 2020
Médiateurs en santé : retrouvons-nous en visio, le mardi 23 juin 2020, de 10h00 à 12h00, en visioconférence

Analyse de la pratique pour les médiateurs en santé

30 septembre à Lyon, 21 octobre à Grenoble

En raison de l'annulation de la rencontre annuelle des médiateurs en santé, il a été proposé, à l'initiative de l'ARS, des séances d'analyse de la pratique, à partir de situations vécues par les participants en lien ou pas avec la crise sanitaire. Ces séances ont été animées par Aymeric Monet, psychologue.



Rencontre

Journée d'échange - mercredi 30 septembre 2020
Réseau des médiateurs en santé : analyser sa pratique de médiateur en santé, le 30 septembre 2020, à Lyon

Réseau régional des professionnels de la réussite éducative d'Auvergne-Rhône-Alpes

13 octobre, Tarare

« Crise sanitaire et professionnels de la réussite éducative : Quels enseignements ? Quelles perspectives ? », tel fut l'intitulé de la troisième rencontre du réseau régional des professionnels de la réussite éducative, co-organisée avec l'Anaré, en partenariat avec la Ville de Tarare. Les objectifs étaient d'échanger sur les pratiques professionnelles pendant la crise sanitaire, de réfléchir aux enseignements à en tirer et de dessiner des pistes opérationnelles pour l'avenir.



Rencontre

Journée d'échange - mardi 13 octobre 2020
Retour sur la journée d'échanges "Crise sanitaire et professionnels de la réussite éducative : Quels enseignements ? Quelles perspectives ?" du 13 octobre 2020, à Tarare



Suivi des travaux de l'association Fabrique Territoires Santé

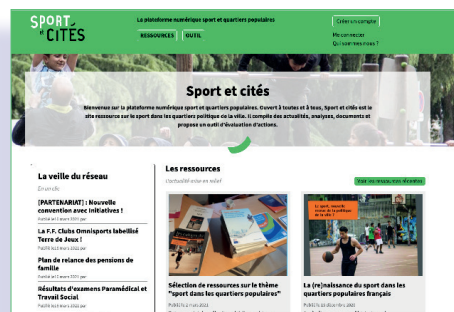
En tant que membre du conseil d'administration, le centre de ressources participe aux réunions de l'association Fabrique Territoires Santé et contribue, avec la collaboration des membres du collectif santé, à la réflexion nationale autour des enjeux de santé dans les quartiers en politique de la ville. À noter que le président de la Fabrique a écrit un article dans le cadre du numéro des *cahiers du DSU* sur les quartiers populaires et la crise sanitaire.



Réunion technique des cités éducatives d'Auvergne-Rhône-Alpes

5 juin, en visio

Afin d'enclencher une dynamique régionale de mise en réseau des cités éducatives d'Auvergne-Rhône-Alpes, une journée régionale devait se tenir le 5 juin en présence de l'ensemble des acteurs des cités. Cette journée a été reportée à une date ultérieure en raison de la crise sanitaire. Une réunion technique, animée avec le Réseau Canopé, s'est tenue en visioconférence. Elle a permis de mettre en relief les capacités d'action et de réaction des cités pendant la crise sanitaire, et d'aborder les questions d'évaluation.



Plateforme numérique : Sport et Cités <https://sport-et-cites.org/>

Suite à la parution en 2016 des *cahiers du développement social urbain* n°63 « Le sport, nouvelle recrue de la politique de la ville ? » et au cycle d'échanges « Sport et quartiers » qui a suivi, est remonté un besoin très fort des acteurs de terrain (du secteur sportif et de la politique de la ville) d'échanges et de formation. Afin de répondre à cette demande, Labo Cités, en partenariat avec Emoha et Tadaa et grâce au soutien de la DRDJSCS et de l'Agence nationale du sport, s'est lancé dans la création d'une plateforme web « Sport et quartiers », portant 3 objectifs : donner accès à des ressources capitalisées ; créer un outil d'aide à la décision et à l'action ; produire de la connaissance via la collecte de données grâce à l'animation d'un groupe de travail à l'échelle régionale. La plateforme est opérationnelle depuis début 2021.

1.4 Participation des habitants

En matière de participation des habitants, l'année 2020 s'est distinguée par un accroissement des formations destinées aux étudiants, pour certaines en visioconférence. Il était prévu une valorisation de l'étude régionale sur les conseils citoyens (réalisée en 2019) via l'organisation de débats : seules deux rencontres de ce type ont pu être maintenues. Et, entre les deux confinements, nous avons rencontré et interrogé des habitants sur leur vécu de la crise sanitaire, sociale et économique.



Rencontre inter-conseils citoyens de la CAPI

11 février, Isle d'Abeau

Présentation/débat de l'étude régionale sur les conseils citoyens (étude réalisée en 2019 et capitalisée dans le numéro 18 des *Échos de Labo Cités*) auprès d'élus, techniciens et membres de conseils citoyens de la Communauté d'agglomération Porte de l'Isère.

Rencontre-débat sur les conseils citoyens

10 juillet, Grenoble

Présentation/débat de l'étude régionale sur les conseils citoyens (étude réalisée en 2019 et capitalisée dans le numéro 18 des *Échos de Labo Cités*) auprès de techniciens de la Métropole de Grenoble et de communes de l'agglomération grenobloise.

Rencontre avec des habitants/conseils citoyens de l'agglomération lyonnaise

20 octobre, Lyon

Dans le cadre de la réalisation du numéro des *cahiers du DSU* consacré à la crise sanitaire dans les quartiers populaires, nous avons décidé de donner à voir comment la crise a été vécue par les habitants de ces quartiers. Outre la collecte de verbatim, via les centres sociaux ou des associations locales, nous avons organisé une réunion en soirée, avant le deuxième confinement, au cours de laquelle nous avons interrogé des habitants, membres d'un conseil citoyen de la métropole lyonnaise. À partir de ce matériau, nous avons rédigé un article en essayant de retranscrire au plus juste leurs paroles.



Formation sur la participation citoyenne

Cette formation vise à outiller les étudiants d'un point de vue théorique et pratique sur les enjeux de la participation citoyenne dans les quartiers de la politique de la ville.

Elle s'est déroulée sur trois masters en 2020 :

- 16 & 27 janvier, 3 & 13 février, Saint-Étienne, étudiants du master 1 Altervilles (master en partenariat entre l'université Jean Monnet de Saint-

Étienne et Sciences Po Lyon) ;

- 21 février, 23 & 26 mars, en visio, étudiants de la mention VEU (mention de master commune à 6 parcours universitaires : Université Jean Monnet Saint-Étienne, Institut d'Études Politiques de Lyon, École Nationale Supérieure d'Architecture de Saint-Étienne, Université Lumière Lyon 2, Université Jean Moulin Lyon 3, École Normale Supérieure de Lyon, École Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon et École Nationale des Travaux Publics de l'État) ;

- 7, 15, 23 septembre & 7 octobre, Saint-Étienne, étudiants du master 2 Altervilles (master en partenariat entre l'université Jean Monnet de Saint-Étienne et Sciences Po Lyon).

Publication

Synthèse de la rencontre des conseils citoyens de l'Isère

Labo Cités a été sollicité, en décembre 2019, par les services de l'État de l'Isère pour l'organisation et l'animation d'une rencontre des conseils citoyens du département. Une cinquantaine de personnes ont participé à cette journée (membres de conseils citoyens, agents de l'État, agents de collectivité locale). Ce document, illustré des dessins réalisés en direct par Cled'12, synthétise les échanges de cette journée..



1.5 Développement urbain

Peu d'actions ont été conduites en 2020 sur le développement urbain. Nous avons néanmoins lancé une enquête par questionnaire auprès des chefs de projet RU et des contacts ont été pris avec des chargés de mission de l'Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine), prémices à des travaux futurs sur ce champ thématique.

Enquête auprès des chefs de projet RU

Réalisation et passation d'une enquête auprès des chefs de projet rénovation urbaine de la région en vue de la création d'un réseau régional des chefs de projet qui démarrera en 2021.



1.6 Axes transversaux du contrat de ville et laïcité

Ont été regroupés sous cette thématique, d'une part les axes transversaux du contrat de ville, comme la jeunesse et l'égalité femmes-hommes qui ont fait l'objet de travaux spécifiques en 2020 et, d'autre part, les actions conduites dans le cadre du plan de formation « Valeurs de la République et laïcité » qui ont été fortement pénalisées par la crise sanitaire. La fin de l'année 2020 a justement été consacrée à imaginer une adaptation en visio des sessions de formation.



Sessions de formation sur la laïcité

Dans le cadre du plan national de formation « Valeurs de la République et laïcité », nous avons organisé 4 sessions de 2 jours de formation (Clermont-Ferrand, Saint-Genis-Laval, Lyon et Valence) qui ont concerné au total 39 personnes. Une de nos 2 formateurs régionaux habilités a animé 2 sessions et nous avons fait appel à 3 formateurs régionaux pour animer ou co-animer les sessions.

Sessions d'approfondissement sur la laïcité

Labo Cités a proposé aux professionnels ayant déjà suivi la formation de 2 jours « Valeurs de la République et laïcité », une journée de remise à niveau pour réactiver les apports de cette formation et mettre à jour les connaissances. Une session a été organisée en 2020 à destination de 6 personnes.



Sensibilisation à l'égalité femmes-hommes et au budget intégrant l'égalité

12 & 13 novembre, en visio

En partenariat avec la DRDJSCS (Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale) et la DRDFE Auvergne-Rhône-Alpes (Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité), nous avons proposé deux journées qui avaient pour objectif de sensibiliser au cadre réglementaire relatif à l'égalité femmes-hommes dans la politique de la ville et à la démarche de budget intégrant l'égalité.





Publication (<https://www.labo-cites.org/publication/jeunes-des-quartiers-populaires-croiser-les-regards-pour-renouveler-les-pratiques-les>)

Jeunes des quartiers populaires : croiser les regards pour renouveler les pratiques, *Les Échos de Labo Cités*, n°19, décembre 2020

Ce numéro des *Échos de Labo Cités* rend compte des apports du cycle d'échanges « Jeunes des quartiers populaires : croiser les regards pour renouveler les pratiques », organisé entre décembre 2018 et juillet 2019. Il est construit en quatre parties, correspondant aux quatre thèmes abordés lors du cycle (image des jeunes, expérience éducative, numérique, engagement). Dans chaque partie, ont été consignés l'essentiel de la table-ronde et les avis des participants sur le sujet de la journée. Puis, selon les parties, on retrouve la synthèse des ateliers, la présentation d'expériences ou d'initiatives (film, expo photo, impro-débat...).

Site : <https://laicite.labo-cites.org/>

Ce site internet, développé et animé par Labo Cités, regroupe des informations accessibles à tous (calendrier des formations organisées sur le territoire, agenda des événements en lien avec la laïcité, ressources documentaires thématiques, actualités liées à la laïcité) et un espace réservé aux formateurs (ressources pédagogiques, forum de discussion).

2 857

pages vues

897

visiteurs

235

connexions à l'espace privé



O

2. La vie de l'association

2.1 La fonction ressources

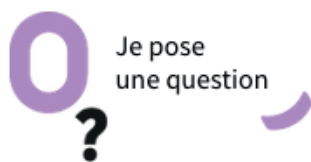


Service documentaire

Pour assurer l'ensemble des missions dévolues à un centre de ressources, l'étape incontournable est celle de la veille informative et documentaire sur la politique de la ville. Pour ce faire, nous gérons un centre de documentation situé dans nos locaux et sommes partie prenante de Cosoter, la base documentaire en ligne alimentée par une dizaine de centres de ressources politique de la ville.

- 7 500 références papiers et de nombreux titres de revues spécialisées consultables sur rendez-vous
- 3 000 documents numériques accessibles gratuitement sur <http://cosoter-ressources.info/>
- Plus de 900 références sur la région Auvergne-Rhône-Alpes : documents contractuels, diagnostics territoriaux...





Service questions/réponses

Nous proposons un service de questions/réponses sur mesure, accessible à distance ou sur rendez-vous qui offre un premier niveau de réponse à des demandes ponctuelles : fourniture d'informations, consultation et mise à disposition de notre fonds documentaire, mise en relation de personnes, de réseaux. Le thème sur lequel le centre de ressources est le plus sollicité est la cohésion sociale (éducation, culture, sport, santé, prévention).

Voici quelques exemples de demandes ...

- « ● Je recherche une personne pour animer une conférence sur l'histoire de la laïcité en France, de la Révolution à nos jours, au sein de notre MJC.
- Pourriez-vous m'orienter vers des structures pouvant nous accompagner dans le déploiement de notre cité éducative (accompagnement autour de la gouvernance, cartographie des dispositifs territoriaux, évaluation) ?
- Est-ce que vous connaissez des exemples/initiatives de tiers-lieux en QPV ?
- Pouvez-vous diffuser auprès des médiateurs santé, et de tous contacts utiles dans les collectivités, ces affiches d'information sur les gestes barrières contre le covid-19 en plusieurs langues ?
- Notre ville va réaliser une enquête sur les difficultés rencontrées par les habitants de son quartier politique de la ville, en interrogeant aussi le reste du territoire, à titre de comparaison et pour permettre d'identifier d'éventuelles difficultés dans d'autres poches de pauvreté du territoire. Pourriez-vous me dire si une initiative du même type a déjà eu lieu sur un autre territoire que vous couvrez et si une enquête « type » est disponible ?
- Je recherche le décor principal pour un long-métrage qui sera tourné dans une cité de logements sociaux en région Auvergne Rhône-Alpes, avec des critères de recherche artistique très précis. Je souhaiterais bénéficier de votre expertise pour cibler au mieux ma recherche. »

75

demandes traitées
par l'équipe

36,5 %

des demandes proviennent des adhérents

29,8 %

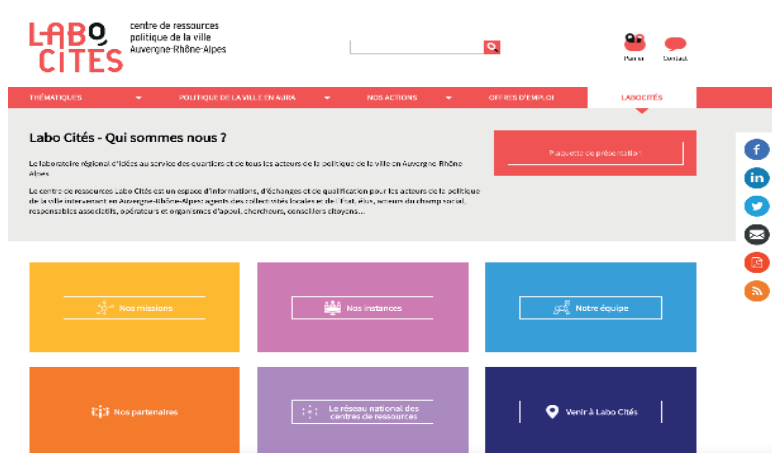
des demandes émanent des agents des collectivités locales politique de la ville

21,6 %

des demandes émanent des associations

Site internet (<https://www.labo-cites.org/>)

L'alimentation en continu du site internet [labo-cites.org](https://www.labo-cites.org/) nous permet de faire connaître les actualités et projets menés sur les territoires en politique de la ville de notre région, mais aussi de valoriser les productions et rencontres de Labo Cités.



78 000
pages consultées

21 014
visiteurs

16 000
visites de la rubrique
« offres d'emploi »

À partir du mois de mars 2020, nous avons créé une page spéciale « Covid 19 et quartiers populaires » sur notre site internet. Nous y avons compilé les initiatives régionales, nationales, des outils pour aider les acteurs au quotidien, des états des lieux ou points de vue sur la situation des quartiers populaires, des lectures, des liens vers des sites ressources nationaux... Cette page a été mise à jour régulièrement tout au long de l'année. Les informations publiées ont été diffusées dans une newsletter « Spécial Covid-19 » (cf. ci-après).

les fiches territoires vues
4 891 fois

La page «spécial Covid-19»
consultée plus de
2 200 fois



La gestion des services en ligne du site et des sollicitations des utilisateurs a constitué une partie de l'activité de Labo Cités. Elle comprend :

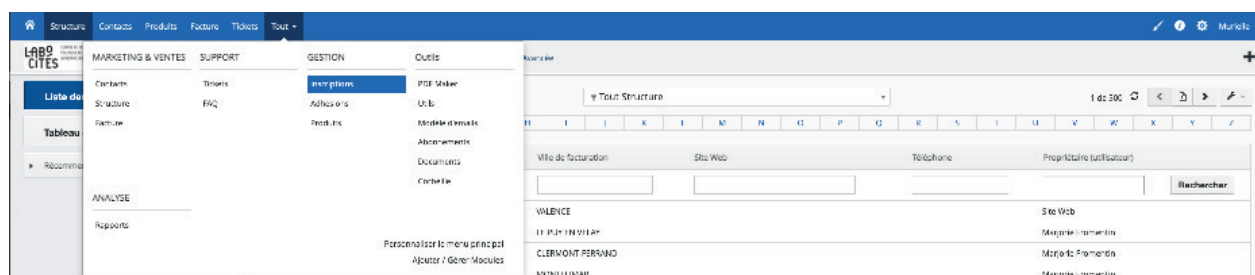
- Le paiement en ligne des adhésions et des *cahiers du développement social urbain*
- La gestion des inscriptions aux événements de Labo Cités, des abonnements à notre newsletter
- La gestion des accès à l'espace « adhérents » qui recense des ressources réservées aux adhérents de Labo Cités (toute la collection des *cahiers du développement social urbain* en numérique...).



Gestion de notre base de données de contacts « Vtiger »

Notre site internet est lié à notre logiciel de gestion de relation clients : Vtiger. Dès qu'un utilisateur crée un compte sur notre site internet ou utilise un des services en ligne (achats, inscriptions...), cela génère une fiche « contact » dans Vtiger ou la met à jour si elle existe déjà. Les factures, les données sur les inscriptions aux journées et sur les achats sont ainsi établies automatiquement.

Nous devons veiller quotidiennement au bon fonctionnement du système et vérifier les contacts nouvellement créés. Par ailleurs, nous mettons à jour très régulièrement les contacts et structures partenaires. Notre base de données recense plus de 7 000 contacts professionnels.



Sites & Cités (<https://www.labo-cites.org/publications>)

Sites & Cités valorise les actualités de Labo Cités (les dernières publications et programmes de nos journées, les nouveautés du site), les actualités et projets en région (une expérience locale ou une structure ressource, mais aussi une sélection des principales actualités régionales), « La sélection de la doc » et les offres d'emplois postées sur le site internet. Les chiffres pour 2020 sont les suivants :

- 3 400 abonnés
- 17 numéros ont été publiés cette année, dont trois numéros spéciaux : « Travail et jeunesse des quartiers populaires » n°108, « Spécial Covid-19 » n°104 et « Petite enfance et quartiers populaires » n°100
- 22 expériences et 3 structures de notre réseau valorisés (avec une moyenne de 100 vues par expériences)



Newsletter «spécial Covid»

Durant le premier confinement, au printemps 2020, nous avons renforcé notre veille régionale et nationale afin de relayer des informations utiles au sujet de la Covid-19 et des actions mises en œuvre dans les quartiers politique de la ville.

Sites & Cités a laissé la place à une newsletter bi-mensuelle « Covid-19 et quartiers populaires... Labo Cités vous informe » durant plus de deux mois. 5 numéros ont été envoyés aux acteurs de notre réseau. Ils retrouvaient dans chaque numéro : un article « point de vue » ou une tribune, des initiatives régionales et nationales, un outil pratique à utiliser au quotidien et une référence documentaire à lire ou écouter.

Chaque lettre a été lue en moyenne par 1000 personnes.



Panorama de presse en ligne (<https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville>)

Nous produisons des panoramas de presse en ligne sur « Scoop it ! »

- un panorama de presse régional sur l'actualité de la politique de la ville en Auvergne-Rhône-Alpes : 5 674 vues en 2020
 - un panorama de presse sur la santé et la politique de la ville : 484 vues en 2020
- Nous participons également à l'alimentation du panorama de presse national du réseau national des centres de ressources politique de la ville : 10 614 vues en 2020



Réseaux sociaux

Nous sommes également présents sur les réseaux sociaux, Facebook et Twitter, ce qui nous permet de communiquer autrement sur nos activités et de toucher un public différent.

- 460 personnes aiment notre page Facebook
- 1 100 abonnés Twitter



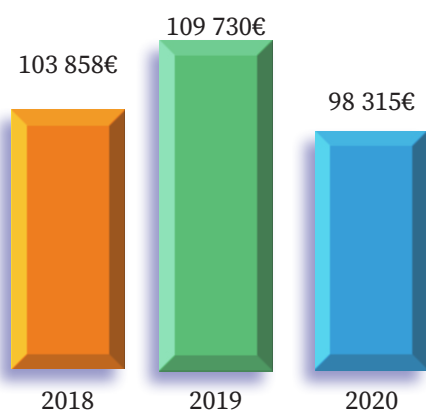
Plateforme de la Grande équipe (<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/grande-equipe-de-la-reussite-republicaine-51>)

Nous avons été sollicités au cours de l'été 2020 par l'Agence nationale de cohésion des territoires pour expérimenter la nouvelle plateforme collaborative nationale à destination des acteurs de la politique de la ville, Auvergne-Rhône-Alpes étant une des deux régions test. Nous avons participé à plusieurs réunions afin de découvrir cet outil et le tester en interne. Nous avons fait un retour sur nos pratiques et sur les évolutions techniques qui nous paraissaient intéressantes à mettre en place.



2.2 La gouvernance

Évolution du montant des adhésions



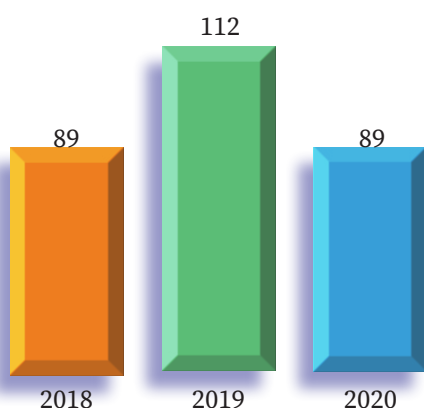
Créé 1993 sous le nom CR•DSU (centre de ressources et d'échanges pour le développement social et urbain), Labo Cités est une association loi 1901. Elle est gérée par un conseil d'administration composé de 25 membres : élus, professionnels, représentants du monde associatif (voir liste des membres du conseil d'administration en annexe).

Le fonctionnement de l'association est assuré par le soutien de plusieurs partenaires :

- État
- Métropole de Lyon
- Caisse d'allocations familiales du Rhône
- Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Il convient d'ajouter l'appui des adhérents, notamment les collectivités locales, un soutien indispensable pour conduire nos activités, comme en témoignent les graphiques ci-contre.

Évolution du nombre d'adhérents



Les instances associatives ont été bousculées par la crise sanitaire. Sur les quatre réunions prévues, trois ont eu lieu partiellement ou complètement en visio-conférence. L'Assemblée Générale, qui a réuni une trentaine de personnes, s'est tenue le 17 juin en visio-conférence. Si cette technique a permis de maintenir la dynamique associative et a facilité l'accès aux instances à des administrateurs ou adhérents éloignés de la métropole lyonnaise, il n'en reste pas moins que le présentiel a singulièrement fait défaut, notamment pour l'Assemblée Générale qui est un moment fort et rassembleur pour notre association.

2.3 L'équipe salariée

En 2020, l'équipe salariée du centre de ressources comptait 7 personnes, soit 6,8 ETP :

Frédérique Bourgeois : directrice

Fabien Bressan : adjoint de direction, référent participation citoyenne, renouvellement urbain, sport

Murielle Couston : assistante de direction

Marjorie Fromentin : chargée de mission, référente laïcité, lutte contre les discriminations, jeunesse, égalité femmes-hommes

David Guillerm : chargé de mission, référent développement économique, emploi, innovation sociale, transition écologique

Maud Muller : chargée de mission, référente participation, éducation, en remplacement de Marion Pollier à partir du 1er septembre 2020

Marion Pollier : chargée de mission, référente santé, éducation, participation citoyenne, partie en congé maternité en mars 2020, suivi d'un congé parental

Muriel Salort : chargée de l'information, de la communication et de la documentation



L'équipe a évidemment été impactée par la crise sanitaire. Les salariés ont travaillé à domicile, en télétravail, pendant toute la durée du premier confinement et jusqu'en fin mai. À partir du 2 juin, l'équipe a repris progressivement le chemin du bureau, avec des adaptations liées aux contraintes familiales. Devant la baisse d'activité – liée, d'une part, au report des journées, cycles et formations et, d'autre part, à la difficulté de concilier vie professionnelle et école à la maison – il a été procédé à une réduction d'activité pour 4 salariés pour la période du 14 avril au 31 mai, soit 6 semaines. Pendant le deuxième confinement, l'équipe a poursuivi ses activités en télétravail, sans réduction d'activité, et ce jusqu'à fin décembre. Pendant les deux confinements, une réunion d'équipe était organisée chaque semaine en visio-conférence. Les réunions téléphoniques bilatérales étaient régulières.

L'année 2020 a ainsi été synonyme d'évolution numérique. L'équipe s'est emparée des outils de vidéo-conférence et s'est formée aux techniques d'animation à distance afin de dispenser des rencontres en visio-conférence. Labo Cités s'est par ailleurs équipé en matériel informatique nomade et de vidéo-conférence.

2.4 Le réseau national des centres de ressources

Labo Cités s'inscrit dans le réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV), soit une vingtaine de centres de ressources répartis sur le territoire métropolitain et ultra-marin. Les centres de ressources s'appuient sur le réseau national pour tirer parti de leurs complémentarités et mettre en commun des sources, des ressources et des analyses.

Les travaux conduits dans le cadre du RNCRPV se sont intensifiés et diversifiés en 2020. Ils ont bien évidemment été impactés par la crise de la Covid-19.

Pendant le premier confinement, les directeurs et directrices se sont retrouvés toutes les semaines en visio pour partager leurs points de vue et expériences de la situation dans les quartiers prioritaires, mais aussi pour échanger sur leurs pratiques et modalités de travail. Ils ont été conviés à des rencontres régulières avec l'ANCT, au même titre que d'autres réseaux professionnels de la politique de la ville (IRDSU, Amadeus, délégués du préfet...) pour échanger sur les conditions de vie dans les quartiers.

Deux contributions écrites ont été produites en rapport avec la crise sanitaire :

- Une première, réalisée en avril, vise à éclairer la réflexion locale et nationale quant à l'épidémie et son impact sur les habitants des quartiers prioritaires ainsi que sur le fonctionnement des écosystèmes d'acteurs locaux. Elle s'attache à mettre en évidence les enjeux tant immédiats (urgence) que prospectifs afin d'envisager la sortie de crise.
- La deuxième, datant du mois de mai, s'est appuyée sur les groupes de travail du RNCRPV et consiste en des propositions visant à alimenter les réflexions nationales portées par l'ANCT, concernant le plan de relance pour les quartiers prioritaires de la ville. Labo Cités a notamment contribué sur les thèmes « développement économique », « animation, prévention, médiation » et « participation, culture, sport ».

D'autre part, plusieurs groupes de travail thématiques ont été créés. Il



L'impact de la crise liée au COVID-19 sur les habitant.e.s des quartiers prioritaires de la Politique de la ville

Regard des directeur.trice.s des CRPV

Si la crise du coronavirus et les mesures de confinement nécessaires mises en place par le gouvernement à partir du 15 mars 2020 bouleversent la vie de l'ensemble des Français, elles sont un nouveau révélateur des inégalités sociales et économiques qui marquent les territoires prioritaires de la Politique de la ville.

En effet, les habitant.e.s des "QPV" :

- sont confronté.e.s à des difficultés réelles et spécifiques en matière de logement - sur-occupation, insalubrité - compliquant le confinement ;
- relèvent de configuration familiale amplifiant les risques psychosociaux du confinement (familles monoparentales, familles issues de migration récente...) ;
- connaissent des problématiques déjà avérées du fait de la dématérialisation (accès et usage du numérique) et amplifiées du fait de la fermeture des accueils physiques ainsi que des dispositions prises pour la continuité éducative ;
- sont en proie à des problématiques de santé plus importantes, notamment en matière de diabète, d'obésité voire, dans certains cas, de dépendances addictives rendant l'exposition au coronavirus plus risquée (comorbidité) ;
- sont pour partie, employé.e.s dans des métiers, peu qualifiés et en proximité avec d'autres personnes limités du care, entretien, médiation qui les exposent.

La présente note, - qui sera étayée de manière régulière - vise à éclairer la réflexion locale et nationale quant à l'épidémie et son impact sur les habitant.e.s des quartiers prioritaires ainsi que sur le fonctionnement des écosystèmes d'acteurs locaux. Article par thématique, - quand bien même les sujets sont entremêlés -, elle s'attache à mettre en évidence les enjeux tant immédiats (urgence) que prospectifs afin d'envisager la sortie de crise alors que ses conséquences restent pour l'instant complexes à appréhender.

Un risque accru eu égard aux conditions de vie des habitant.e.s des QPV

La santé des habitant.e.s des quartiers prioritaires est de manière significative moins bonne que celle des populations des autres territoires avec notamment une surreprésentation de l'obésité et du diabète considérés comme des facteurs de comorbidité aggravant du COVID-19. De surcroît, une part significative des habitant.e.s est surreprésentée au sein publique de nombreux ambulant.e.s, âgé.e.s de 50 ans et plus, isolé.e.s de la distribution, agents d'entretien des hôpitaux... résident dans ces quartiers et contribuent à lutter contre l'épidémie. Dès à présent, une surmortalité est constatée dans le département de la Seine-Saint-Denis.

Les premières semaines du confinement ont fait apparaître de nouvelles problématiques.

s'agit d'espaces propices au partage de pratiques et d'expertises et de travail en commun. Outre le club « dév éco » qui existe depuis 2017, Labo Cités participe aux nouveaux groupes de travail (GT) suivants : transition écologique, participation, égalité femmes-hommes, éducation, renouvellement urbain, radicalités.

Au titre du GT « participation », nous avons assuré la refonte du site « y aller par 4 chemins », site dorénavant piloté par le RNCRPV qui propose des démarches, des analyses, des témoignages et des ressources issus d'expériences conduites avec l'appui des centres de ressources.

Au titre du GT « éducation », nous avons accompagné l'organisation et l'animation de la journée nationale des cités éducatives du 23 septembre 2020, pilotée par l'ANCT, qui s'est tenue en visio. Nous avons contribué à l'écriture d'un article sur les cités éducatives paru dans la revue *Diversité*.

Nous faisons partie du comité éditorial du portail commun du RNCRPV (www.reseau-crpv.fr) qui a ouvert en septembre 2017. Alors que chaque centre de ressources possède sa propre identité et ses outils de communication, ce portail a vocation à valoriser les dynamiques de collaboration qui animent le réseau, ainsi que les savoirs et savoir-faire qui peuvent être mobilisés.

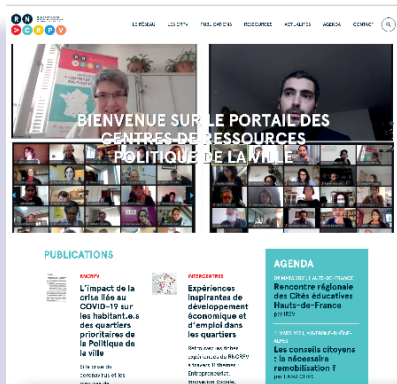
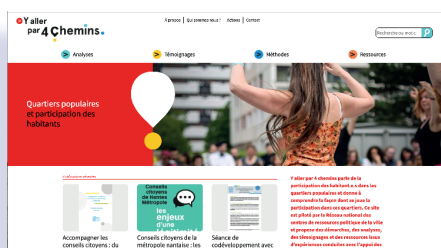
Labo Cités fait partie du « club de veille » auquel participe la majorité des autres centres de ressources. L'objectif est de partager la veille informative et documentaire nationale dans un espace commun et de la valoriser sur un site dédié : <https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville>

Nous sommes également partie prenante de Cosoter, une base documentaire en ligne alimentée par une dizaine de centres de ressources politique de la ville (cosoter-ressources.info). L'année 2020 a été marquée par un important travail de refonte de l'outil d'indexation - amorcé fin 2019 - et qui s'est poursuivi en 2020, y compris pendant les périodes de confinement. Il a nécessité une forte mobilisation des membres du groupe de travail : 18 réunions au total se sont tenues tout au long de l'année afin de revisiter en profondeur la liste des mots-clés pour faciliter et optimiser les recherches documentaires sur la base.

L'année 2020 est également marquée par une forte hausse des consultations de la base par rapport à l'année précédente :

- Près de 13 000 visiteurs (+ 31% par rapport à 2019)
- Plus de 25 000 visites (+ 11 % par rapport à 2019)

Enfin, Labo Cités s'est investi dans l'organisation de la rencontre nationale des équipes des centres de ressources, prévue initialement à Marseille en décembre et finalement reportée en visioconférence, en janvier 2021.



O

3. Les perspectives de travail 2021

3.1 Politique de la ville et enjeux de territoire

- Information en continu, via le site internet, les scoop-it, Sites & Cités et les réseaux sociaux.
- Contribution au réseau national des centres de ressources politique de la ville
 - Rencontre entre directeurs.trices : 4 par an.
 - Regroupement national des équipes : 1 par an.
 - Participation à des groupes de travail : développement économique, rénovation urbaine, cités éducatives, égalité femmes/hommes, participation citoyenne...
- Les méthodes : de l'observation à l'évaluation
 - Cycle de qualification et d'échanges sur l'évaluation des contrats de ville : cycle itinérant dans différents sites de la région.
 - En lien avec le réseau Urba 4 (réseau des agences d'urbanisme de la région Auvergne-Rhône-Alpes) : une journée d'échanges et de mise en pratique.
 - Participation aux travaux de la Plate-forme de l'observation sanitaire et sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes : 3 réunions par an.
- L'ingénierie territoriale
 - Journée annuelle sur l'ingénierie territoriale, en partenariat avec Aradel, Cap Rural, Ciedel et Auvergne-Rhône-Alpes spectacle vivant : novembre 2021.
- Formation
 - Sensibilisation à la politique de la ville pour les nouveaux élus : 1er semestre 2021.
 - Formation sur la politique de la ville (étudiants, stagiaires de la formation continue, adultes relais...).
 - Organisation de visites pour les étudiants pour présenter Labo Cités et le centre de documentation.

3.2 Développement social

Education, jeunesse et parentalité

- Journée régionale sur les enjeux de la petite enfance dans les quartiers populaires, en lien avec la Caf du Rhône et le Haut-commissariat à la lutte contre la pauvreté : 2^{ème} semestre 2021
- Appui à la cité éducative de Givors-Grigny pour le dossier de labellisation et la finalisation du projet : 1^{er} semestre 2021
- Appui régional aux acteurs copilotes des neuf cités éducatives de la région, en lien avec le réseau Canopé.

- Un numéro *des cahiers du développement social urbain* sur la prévention de la délinquance : 2^{ème} semestre 2021.
- Animation du réseau régional des acteurs de la réussite éducative, en lien avec l'Anaré : visio-conférence et une rencontre en présentiel à l'automne.
- Soutien à l'organisation et l'animation des rencontres annuelles des acteurs de la réussite éducative de Clermont-Ferrand : 31 mai 2021.

Santé, vieillesse

- Animation du collectif santé : 3 à 4 réunions par an dont une en présentiel.
- Animation du réseau régional des médiateurs en santé, en partenariat avec l'ARS : une session de 2 jours par an.
- Animation d'un outil collaboratif pour le collectif santé et pour les médiateurs en santé : en continu.
- Un numéro *des cahiers du développement social urbain* sur la vieillesse dans les quartiers populaires : 1^{er} semestre 2021.
- Participation au Conseil d'administration de Fabrique Territoires Santé.

Sport, culture

- Animation de la plateforme collaborative sur le thème du sport dans les quartiers : en continu.
- Temps d'échanges sur le sport comme outil éducatif dans la lutte contre les discriminations, en partenariat avec Play International : 19 janvier 2021.
- Suivi de l'accompagnement artistique dans le cadre de la rénovation urbaine du quartier Mermoz, en lien avec l'équipe du projet « un Futur Retrouvé » : en continu.
- Projet de co-écriture d'un numéro des *Rues de Lyon* consacré à la politique de la ville.
- Formation « culture et politique de la ville », en partenariat avec Formassimo (2 sessions)

Lutte contre les discriminations, égalité femmes - hommes, médiation

- Appui aux services de l'État pour l'organisation d'une journée régionale destinée aux médiateurs adultes-relais : une rencontre par an.
- Formation sur l'égalité femmes-hommes dans les quartiers populaires et les budgets intégrant l'égalité : 8 sessions dont 3 en Savoie

3.3 Développement économique, emploi, formation, transition écologique

- Cycle d'échanges sur l'alimentation et la transition écologique : 2^{ème} semestre 2021.
- Visio-conférences sur des sujets liés au développement économique, l'emploi et la formation : 4 par an.
- CaféLaboQuartiers : une rencontre par an dans un territoire différent (Annemasse en 2021).
- Un reportage vidéo par an sur un projet économique innovant dans un quartier politique de la ville de la région Auvergne-Rhône-Alpes.
- Un numéro des *Échos de Labo Cités* sur la transition écologique dans les quartiers populaires : 1^{er} semestre 2021.

3.4 Développement urbain

- Animation du réseau régional des chefs de projet rénovation urbaine : démarrage en 2021.
- Une rencontre annuelle sur les questions de cadre de vie, en partenariat avec le centre de ressources GUSP de Pont de Claix.
- Participation au projet « Résonances urbaines » (incubateur de scénarios urbains et laboratoire d'idée interdisciplinaire et transfrontalier), en partenariat avec la HETS (Haute école en travail social) de Genève : en continu

3.5 Participation des habitants

- Mise en réseau et animation des membres des conseils citoyens à l'échelle départementale (métropole de Lyon, département de l'Isère, de la Haute-Savoie) : en fonction des demandes.
- Animation du site internet « www.yallerparquatrechemins.fr », en partenariat avec le réseau national des centres de ressources politique de la ville.
- Formation dans le cadre du CAS (certificate of advanced studies) « *Projets urbains et pouvoir d'agir* » porté par la Haute école en travail social de Genève .
- Formation sur la participation citoyenne (étudiants, adultes relais, stagiaires de la formation continue...).
- Intervention dans le cadre d'une formation-action sur la participation citoyenne, portée par le SGAR Auvergne-Rhône-Alpes.

3.6 Valeurs de la République et laïcité

- Organisation et/ou animation des sessions de formation aux valeurs de la République et la laïcité (formations de niveau 3) : 10 sessions de 2 journées par an (dont certaines sessions en visio-conférence).
- Formation pour réactiver les apports de la formation et mettre à jour les connaissances : 2 sessions d'une journée par an.
- Sensibilisation aux valeurs de la République et la laïcité : en fonction des demandes.
- Alimentation du site dédié au plan de formation Valeurs de la République et laïcité : en continu.

3.7 Veille, information, diffusion

- Lettre d'informations *Sites & Cités* (entre 18 et 20 numéros par an), alimentation de la revue de presse en ligne (Scoop-It), site internet actualisé en permanence.
- Réseaux sociaux : Facebook et Twitter.
- Création et gestion de la photothèque : en continu.
- Participation aux groupes de travail du réseau national des centres de ressources politique de la ville : Cosoter, club de veille...

Ce programme de travail est soumis aux aléas liés à la crise sanitaire. Il est susceptible de faire l'objet de modifications en cours d'année

0

4. ANNEXES

4.1 Les membres du conseil d'administration

Cette liste a été établie à l'issue de l'assemblée générale de mai 2020, réactualisée suite au conseil d'administration du 10 mars 2021. Les administrateurs sont élus soit à titre personnel (leur nom figure avant leur institution de référence), soit au titre de leur institution (le nom de l'institution apparaît en premier).

Membres élus

Ville d'Oyonnax, Julien Le Glou, directeur de la politique de la ville
Grenoble Alpes Métropole, Laëtitia Rabihi, conseillère métropolitaine déléguée aux solidarités et à la politique de la ville

Grenoble Alpes Métropole, Malik Allam, responsable du service cohésion sociale et territoriale, direction générale de la solidarité

Ville d'Échirolles, Rébiha Khelifi, directrice vie des quartiers, égalité et citoyenenneté

Saint-Étienne Métropole, Siham Labich, vice-présidente en charge de la cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations

Ville de Lyon, Jean-Luc Girault, adjoint en charge de l'action citoyenne et politique de la ville

Ville de Villeurbanne, Lotfi Debbeche, conseiller délégué politique de la ville

Ville de Chambéry, Dominique Loctin, conseiller municipal délégué à la

tranquillité publique, la prévention et la sécurité, la cohésion et la vie sociale des quartiers

Grand Lac, Communauté d'agglomération du Lac du Bourget, Thibaut Guigue, vice-président délégué à l'urbanisme, à l'habitat, au logement social et à la politique de la ville

Annemasse Agglo, Louiza Lounis, vice-présidente en charge du renouvellement urbain, politique de la ville et jeunesse

Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise, Nicole Ponton-Frenay, directrice d'études

AURACS (Union Auvergne-Rhône-Alpes des centres sociaux), Mélanie Rousset, déléguée régionale adjointe

AURA HLM, Hervé Pinget, directeur de Logisens

CRARQ (Comité régional des régies de quartier), Jean-François Gonnet, président

CSF (Confédération syndicale des

familles) d'Albertville, Michel Peisey, administrateur

HETS (Haute école en travail social), Genève, Charles Beer, chargé de cours

La Bouture, Rémi Sigros, délégué

Robins des Villes, Jean-Bernard Dufrien, administrateur

Pascal Brenot, adhérent à titre individuel, directeur du développement territorial, Ville de Lyon

Josiane Clermidy, adhérente à titre individuel

Alain Grasset, adhérent à titre individuel

Véronique Laforets, adhérente à titre individuel

Louis Lévêque, adhérent à titre individuel, membre du conseil citoyen de Mermoz, Lyon

Marie-Odile Novelli, adhérente à titre individuel, conseillère municipale de Meylan

Christiane Zimmer, adhérente à titre individuel

Membres de droit

CAF du Rhône, Sandrine Roulet,
sous-directrice, directrice de l'action sociale
Métropole de Lyon, Renaud Payre,
vice-président délégué à l'habitat, au logement
social et à la politique de la ville

Observateur

Frédéric Raynouard, chargé de
mission, Métropole de Lyon

Composition du Bureau

Alain Grasset : président
Pascal Brenot : trésorier
Louis Lévêque : secrétaire

4.2 Les chercheurs et consultants impliqués en 2020

Ci-après la liste de l'ensemble des chercheurs et consultants avec lesquels le centre de ressources a travaillé durant l'année 2020 au titre de ses activités propres.

Michel Abhervé, professeur associé ESS et politiques publiques, université Paris Est Marne-la-Vallée
Jean-Yves Authier, sociologue, professeur, université Lyon 2
Claire Bernot-Caboche, docteurs ès sciences de l'éducation
Loïc Bonneval, maître de conférences, université Lyon 2
Léa Billen, doctorante, université Paris Nanterre
Danièle Demoustier, socio-économiste honoraire, Sciences Po Grenoble
Hélène Dubrez, psychologue-psychothérapeute
Simon Gaberell, professeur assistant, Haute école de travail social, Genève
Valentine Henrard, ex-cheffe de département, Céreq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications)
Catherine Hurtig-Delattre, chargée d'étude, IFÉ (Institut français de l'éducation)
Claude Janin, géographe, université Grenoble Alpes
Anne Killi, consultante, formatrice
Nathalie Lavielle-Gutnik, maîtresse de conférences, université de Lorraine
Guy Le Boterf, consultant

Michel Lussault, directeur de l'École urbaine de Lyon
Aymeric Monet, psychologue
Silvia Rosales-Montano, directrice d'études, Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise
Christelle Morel-Journel, maîtresse de conférences, université Jean Monnet, Saint-Étienne
Philippe Morin, consultant
Fatima Ouassak, politologue
Benjamin Roger, chargé de mission observatoire, CNCRESS (Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire)
Thomas Schauder, professeur de philosophie, chroniqueur au *Monde Campus*
Angélica Trindade-Chadeau, chercheuse en sciences sociales
Mélanie Vignale, responsable d'enquêtes, Céreq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications)
Juliette Vollet, maîtresse de conférences en sociologie, université de Bordeaux
Claudy Vouhé, cheffe de projet, L'Être Égale, co-fondatrice de Genre en Action

4.3 L'année 2020 en chiffres

Type d'actions	Nombre d'actions	Nombre de participants
Animation de réseaux et action en proximité territoriale	16	295
Cycle d'échanges et session de formation	14	658
Manifestation à vocation informative	3	186
TOTAL	33	1 139

Thème	Nombre d'actions	Nombre de participants
Politique de la ville	7	452
Développement social	10	240
Participation des habitants	6	197
Développement économique	4	133
Axes transversaux du contrat de ville + laïcité	6	117
Développement urbain	0	0
TOTAL	33	1 139

Profil des participants	Nombre de participants	%
Étudiants	303	27
Agents de collectivités locales politique de la ville	181	16
Autres acteurs*	157	14
Agents de collectivités locales droit commun	145	13
Associations	131	11
Agents de l'État droit commun	77	7
Élus	41	3
Usagers / citoyens	22	2
Agents de l'État politique de la ville	35	3
Adultes-relais	23	2
Entreprises du secteur privé	18	1,5
Bailleurs sociaux et acteurs du logement	6	0,5
TOTAL	1 139	100%

*Autres acteurs : agences, chambres consulaires, CDC, EPA, EPC, EPIC, consultants, formateurs, universitaires, chercheurs d'emploi

Origine géographique	Nombre de participants	%
Ain	19	1,7
Allier	3	0,3
Ardèche	9	0,8
Cantal	0	0
Drôme	35	3,1
Isère	125	11
Loire	177	15,5
Haute-Loire	0	0
Puy-de-Dôme	52	4,6
Rhône, Métropole de Lyon	601	52,8
Savoie	21	1,8
Haute-Savoie	20	1,8
Hors Auvergne-Rhône-Alpes	77	6,8
TOTAL	1 139	100%

1. *What is the purpose of this document?*

2. *What are the main findings of the study?*

3. *What are the implications of the findings?*

4. *What are the limitations of the study?*

5. *What are the conclusions of the study?*

6. *What are the recommendations for future research?*

7. *What are the acknowledgments?*

8. *What are the references?*

9. *What are the appendices?*

10. *What are the footnotes?*

11. *What are the tables?*

12. *What are the figures?*

13. *What are the conclusions?*

14. *What are the recommendations?*

15. *What are the acknowledgments?*

16. *What are the references?*

17. *What are the appendices?*

18. *What are the footnotes?*

19. *What are the tables?*

20. *What are the figures?*

Nos partenaires

Le fonctionnement de notre association est assuré par le soutien de nos adhérents et de plusieurs partenaires financiers :



**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



GRANDLYON
la métropole



**LABO
CITÉS**

centre de ressources
politique de la ville
Auvergne-Rhône-Alpes

☺
Labo Cités - 3^e étage
4 rue de Narvik 69008 LYON
www.labo-cites.org

Téléphone standard
04 78 77 01 43
du lundi au vendredi
secretariat@labo-cites.org

Notre centre de documentation
est ouvert au public,
uniquement sur rendez-vous.
documentation@labo-cites.org